

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

3734-22

Réseau

(Service)

OBJET DE LA CONSULTATION

De l'usage passif de la MCF
Commissions d'organisation

Références :

Observations :

D. N° 3734 ; Aff. :

20 Octobre 8

A.G.

(SECRET)

Dd

V.R. 2098 M-14.600.6

Défense passive
Organisation
générale.

Monsieur le Directeur du Service Central
du Mouvement,

Comme suite à votre communication du 19 Octobre courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai désigné M. DURAND, Inspecteur Principal Adjoint, pour représenter mon Service aux Commissions envisagées.

Je mets, d'autre part, immédiatement à l'étude le programme de défense passive dans les conditions indiquées par votre lettre précitée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

R. C. Seine 276.448 B

SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT

SECRET

Paris, le 19 OCT. 1938 19

8, Rue de Londres (9^e)

Téléph. { TRinité 91.73 et la suite
Inter Trinité 110

4^e DIVISION

URGENT

N° 2098 /M. 14.600.6

OBJET :

Défense passive

Organisation générale

-:-:-:-

Monsieur le Chef du Service
du Contentieux,

45, rue St-Lazare - PARIS -

A la Conférence du 3 octobre 1938, M. le Directeur Général a invité les Régions et services centraux à réexaminer les questions de défense passive, à faire l'estimation des dépenses à engager à ce titre par la S.N.C.F. et à adresser leurs propositions au Service des Installations Fixes.

D'autre part, un Décret en date du 24 Septembre, paru à l'Officiel du 26, a prévu que la protection des Services publics et Etablissements d'intérêt national serait désormais organisée sous la Direction du 4^{ème} Bureau de la Direction de la Défense passive, rattachée au Ministère de la Défense Nationale.

L'organisation de la Défense passive sur l'ensemble de la S.N.C.F. sera donc désormais étudiée par la Commission Centrale d'accord avec ce 4^{ème} Bureau.

Dans le but de présenter des projets adaptés aux lieux et circonstances, tout en conservant, pour l'ensemble du réseau ferré de la S.N.C.F. l'unité de doctrine

nécessaire, je vous serais obligé de désigner des Fonctionnaires qui, suivant les questions à examiner et les Services auxquels elles ressortissent, prendraient part aux travaux de Commissions fonctionnant soit au Service Central des Installations Fixes, soit au Service Central du Mouvement.

2 | Les différentes questions de D.P. seraient réparties entre ces Services Centraux suivant les directives de la Note secrète, de Mars 1938, par laquelle M. le Directeur Général a fixé les attributions de chacun en matière d'affaires militaires.

Il me serait agréable de recevoir très prochainement votre réponse.

De toute façon, vos programmes de Défense passive doivent être préparés sans retard afin que dès leur désignation, les Fonctionnaires de votre Région puissent prendre part aux travaux des Commissions envisagées.

Le Directeur du Service Central
du Mouvement,

Samuel

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

S E C R E T

LE DIRECTEUR GENERAL,
COMMISSAIRE TECHNIQUE CENTRAL,

à

D'après l'Ordre Général N°2, ainsi qu'aux termes de la Circulaire N°1 pour l'application de l'Ordre Général N°3, le Service Central du Mouvement, d'une part, le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, d'autre part, ont été respectivement chargés :

- le premier, des affaires militaires en général (Transports - Chemins de fer de campagne - Défense passive);
- le second, de la mobilisation industrielle.

Mais, d'une part, le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés n'a pas encore pu prendre directement en main la totalité de ses attributions et, s'il est chargé, d'après l'Ordre Général N°4, de l'approvisionnement et de l'achat des matières d'approvisionnement général, commun et spécial, ce qui a conduit à lui attribuer les questions S.N.C.F. de mobilisation industrielle, une exception a cependant été faite par le même Ordre Général pour les rails, le ballast et, provisoirement,

les traverses, dont l'approvisionnement et l'achat incombent, soit définitivement, soit provisoirement, au Service Central des Installations Fixes; d'autre part, la question de l'entretien et de la réparation du matériel en temps de guerre qui touche, elle aussi, à la mobilisation industrielle, doit être suivie par le Service Central du Matériel.

Quant aux Affaires militaires en général, dont se trouve chargé le Service Central du Mouvement, elles exigent assez souvent, soit le concours, soit la collaboration d'autres Services Centraux que, parfois, d'ailleurs, certaines questions intéressent directement.

La présente lettre a donc pour objet de fixer (dans certains cas provisoirement) et de préciser, en vue d'éviter tout malentendu ou toute incertitude, les attributions respectives des divers Services Centraux.

Elle indique également le rôle qu'ont à jouer à l'égard des mêmes questions et sous la directive des Services Centraux les Directions d'Exploitation des Régions et leurs Services Régionaux.

ATTRIBUTIONS RESPECTIVES DES SERVICES CENTRAUX

Service Central du Mouvement :

- Coordination générale des mesures incombant à la Commission Centrale de la S.N.C.F.
- Plans de transport (y compris les transports d'intérêt national et les repliements).

- Dispositif restreint de sécurité.
- Garde des voies de communication, en liaison avec le Service des Installations Fixes.
- Défense passive.
- Questions techniques relatives aux Sections de Chemins de fer de campagne.
- Désignation, en liaison avec le Service Central du Personnel, du personnel de ces mêmes Sections, ainsi que des fonctionnaires et agents à détacher auprès du Grand Quartier Général (Direction des Chemins de fer aux Armées).
- Instruction spéciale de ces fonctionnaires et des agents supérieurs des Sections C.F.C.
- Rapports avec le Ministère des Travaux Publics, en liaison avec le Service Central du Matériel et celui des Installations Fixes, en vue de la détermination des lignes ou installations et des matériels conservés pour les besoins de l'Armée, de la Marine et de l'Air, en vertu de l'article 23 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.
- Participation, en liaison avec le Service Central du Matériel et celui des Installations Fixes, aux Commissions⁽¹⁾ chargées de l'évaluation des redevances prévues à l'article 26 du dit Cahier des Charges.

Service Central du Personnel :

- Affectation spéciale - appel différé - Rappel des

(1) La représentation de la S.N.C.F. dans ces Commissions est dirigée par M. le Directeur PELLARIN.

retraités.

Service Central du Matériel :

- Adaptation des ressources en locomotives aux plans de transport.
- Etablissement, pour le temps de guerre, du plan d'entretien et de réparation du matériel.
- Contrôle de la préparation des opérations de mobilisation industrielle faite par les Régions en exécution de ce plan.
- Etude des programmes de repliement éventuel des ateliers et des dépôts situés en des points jugés particulièrement vulnérables.

Service Central des Installations Fixes :

- Centralisation de toutes les questions concernant l'entretien des installations militaires inutilisées en temps de paix (raccordements stratégiques, quais militaires, voies de garage militaires, etc...)
- Centralisation des questions relatives aux travaux militaires nouveaux (lignes, raccordements, embranchements, etc..) et contrôle de l'exécution de ces travaux.
- Centralisation des questions relatives à la mise à disposition de l'Armée de certains matériels (travaux pour embarquement de matériel militaire, etc...)
- Etude d'ensemble du repliement de certains magasins et ateliers du Service de la Voie.
- Etude, d'accord avec la Guerre, de l'organisation de

principe d'équipes mobiles pour réparation des voies à la suite de bombardements.

- Etude, d'accord avec le Service de la Télégraphie militaire, des liaisons de secours par T.S.F.

- Etude, d'accord avec le Service Central du Mouvement, de l'occultation des signaux.

- Opérations de mobilisation industrielle concernant les rails, le ballast, les traverses, la créosote, etc.... (besoins de la S.N.C.F. et besoins de l'Armée).

- En ce qui concerne la défense passive, détermination d'installations types et centralisation des projets en relation avec le Service Central du Mouvement.

Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés :

- Coordination générale des mesures de mobilisation industrielle.

- Contrôle des formalités administratives à remplir par les Régions, à l'exclusion de celles dont le contrôle est assuré directement par le Service Central du Matériel et par le Service Central des Installations Fixes.

- Approvisionnement des Régions en combustibles (charbons de traction) en liaison avec le Service Central du Matériel.

- Etude des programmes de repliement éventuel des magasins situés en des points jugés vulnérables.

Service Commercial :

- Traités avec les Administrations intéressées pour les transports en temps de guerre.

- Exemption de réquisition du matériel des services de factage, camionnage et de réexpédition et organisation des Services publics de factage, de camionnage et de réexpédition du temps de guerre.

Services Financiers :

- Régime financier du chemin de fer en temps de guerre.
Mise au point, en liaison avec le Service Commercial, du projet de convention concernant ce régime.

RÔLE DES DIRECTIONS D'EXPLOITATION DES RÉGIONS ET DES
SERVICES RÉGIONAUX

En tout ce qui concerne la préparation du chemin de fer pour le cas de mobilisation, les Régions doivent prêter le concours le plus actif aux Services Centraux chargés de leur donner, au nom du Directeur Général, ordres, instructions et directives.

De même les Commissions Régionales ont à suivre les ordres, instructions et directives de la Commission Centrale.

Il importe, en tout cas, qu'aucune des questions visant, soit la mobilisation du chemin de fer, soit la mobilisation industrielle, ne soit négligée et il est par suite utile de faire connaître aux Régions ce qui leur incombe en propre pour atteindre ce but.

L'attention des Directeurs d'Exploitation des Régions et celle des Chefs des Services Régionaux est particulière-

ment attirée sur les points suivants.

DIRECTIONS REGIONALES

A - Mobilisation du chemin de fer -

- Etablissement et mise en place de tous les documents relatifs au plan de transport.

- Adaptation des ressources en personnel aux besoins militaires (établissement d'un service permanent sur les lignes désignées, équipement des installations militaires, du système régulateur, etc...) et, par suite, décompte des effectifs nécessaires, présentation des listes d'agents à placer dans l'affectation spéciale ou en appel différé.

- Instruction du personnel en vue de l'exécution du plan de transport (mesures préparatoires, déroutement du plan, etc...)

- Répartition, sur les indications de l'E.M.A., des accessoires d'embarquement et d'équipement des chantiers.

- Désignation des locaux à affecter aux différents organes du système régulateur, aux stations de révision sanitaire, etc...

- Etablissement des consignes réglementant le fonctionnement des installations militaires du chemin de fer (H.A. - Révision sanitaire, montage des quais en bout démontables, etc...)

- Préparation, dans tous ses détails, de la formation des

trains sanitaires (Acheminement sur les centres d'armement dans les délais voulus. Surveillance et entretien des matières stockées. Mise à jour des instructions données aux Ateliers pour tenir compte des mises en service des nouvelles voitures transformables).

- Maintien en état des locomotives et du matériel roulant nécessaires aux besoins du service spécial.

- Surveillance du maintien, au-dessus du minimum fixé, du tonnage de combustible nécessaire aux besoins du service spécial.

- Essais périodiques des appareils et installations non utilisées en service normal et notamment des prises d'eau, groupes moto-pompes, etc...

- Tenue à jour du programme d'établissement et de renforcement des postes de visite et de petites réparations dans les localités appropriées, sur les lignes devant être empruntées par les principaux courants de transport.

B - Sections de chemins de fer de campagne -

Personnel :

- Désignation des agents à incorporer (propositions adressées aux Commandants de Sections qui les approuvent).

- Etablissement des états de mutations.

- Transmission de ces états aux Centres Mobilisateurs.

- Etablissement des pièces administratives - Notifications - Radiations - Ordres d'appel - Extraits de décisions

ministérielles.

- Feuilletts du personnel.
- Contrôle nominatif du personnel.

Contrôle de la préparation de la mobilisation des Sections par les soins des Commandants de Sections à qui incombent :

- La détermination du matériel (machines, wagons, draisines), de l'outillage, des fournitures techniques.
- Les conditions de rassemblement et de remise de ce matériel par les Services Régionaux, lors de la mobilisation des Sections.
- Les conditions de livraison du matériel à fournir par l'E.C.M.C.F.
- La liaison avec les Centres mobilisateurs en ce qui concerne la préparation de la mobilisation (Habillement - Armement - Equipement).
- L'instruction professionnelle du personnel.
- L'instruction "Z" des cadres.
- La préparation du Journal de mobilisation.

C - Repléments et éloignements techniques -

Les Services Régionaux et les Services d'Arrondissement qui fonctionnent normalement dans un centre menacé par l'invasion ou les attaques aériennes doivent être :

- a) repliés, s'ils ne coopèrent pas activement aux transports stratégiques;
- b) éloignés, s'ils participent à l'organisation ou à l'exécution des transports stratégiques.

Les Régions recherchent les points sur lesquels peuvent être installés les agents des Services repliés et leur famille, réalisent à ce sujet les accords nécessaires avec les autorités civiles compétentes et adressent les propositions utiles au Service Central du Mouvement en vue de leur incorporation dans le plan général de repliement.

Elles déterminent, d'entente avec leur Commissaire Militaire, les points sur lesquels les Services participant aux transports peuvent être éloignés, réalisent l'accord avec les Autorités civiles, étudient les installations à réaliser (liaisons téléphoniques, etc...) et adressent leurs propositions au Service Central du Mouvement, en vue de leur incorporation dans le plan général des réquisitions militaires.

SERVICES REGIONAUX

A - Mobilisation du chemin de fer -

Tous Services. - Nécessité d'une collaboration mutuelle, active et soutenue, sous l'autorité du Directeur Régional, pour tout ce qui concerne l'établissement du plan de transport et les mesures à prendre en vue de sa parfaite exécution, chaque Chef de Service devant veiller personnellement au maintien en bon état de marche ou de fonctionnement de toutes installations et tous engins nécessaires aux besoins du Service Spécial, de même qu'à la formation et à l'affectation ou mise en place

du personnel spécialisé. En particulier, et principalement en ce qui concerne les Régions dont une partie des lignes est électrifiée, nécessité de maintenir, en nombre et en valeur, l'effectif, mécaniciens et chauffeurs ou faisant fonctions, devant assurer la remorque des trains militaires.

- Organisation d'essais périodiques ou de revues périodiques, en ce qui concerne toutes installations et tous appareils non utilisés en service commercial.

Service de
l'Exploitation.

Le Chef du Service de l'Exploitation de chaque Région, en sa qualité de Commissaire Technique adjoint de la Commission Régionale, doit se tenir en liaison étroite avec son Commissaire Militaire et donner à ses Collègues des deux autres Services toutes informations utiles.

C'est à lui qu'incombe le soin de provoquer l'organisation en commun, le cas échéant, des exercices demandés par le 4^e Bureau de l'E.M.A.

Il procède, d'autre part, à toutes études de détail qui lui sont demandées par le Chef du Service Central du Mouvement, tant du point de vue technique que du point de vue transports.

Matériel et
Traction.

- Surveillance du stock des charbons de traction en vue du maintien de ce stock au-dessus du minimum fixé pour les besoins du Service Spécial.

- Exécution et maintien à jour des études de détail visant le repliement éventuel de certains ateliers, dépôts et magasins.

- Essais divers prescrits par le Service Central du Matériel.

Voie.

- Etablissement des demandes détaillées et particulières de crédits pour l'entretien des installations militaires et, le cas échéant, des installations conservées en vertu de l'article 23 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.

- Entretien de ces installations.

- Etudes particulières et de détail des repliements éventuels de magasins et ateliers du Service de la Voie.

- Organisation sur place et en détail des équipes mobiles prévues pour la réparation des voies à la suite de bombardements.

- Essais divers prescrits par le Service Central des Installations Fixes.

B - Mobilisation industrielle -

Matériel et
Traction.

- Exécution des formalités administratives prévues pour la mobilisation industrielle des établissements titulaires de commandes d'approvisionnements, d'après les directives d'ordre général données par le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés et, en ce qui concerne les rails, ballast, traverses, par le Service Central des Installations Fixes.

Voie.

- Veiller à ce que ces formalités soient bien suivies par les Généraux Commandants de Régions et par les Préfets.

Matériel et
Traction.

- Mêmes attributions en ce qui concerne le plan d'entretien et de réparation du matériel par l'industrie privée en temps de guerre.

C - Défense passive -

Tous Services

- Veiller à ce que les consignes de Défense aérienne et de Défense passive sont bien connues des agents qui auraient à en assurer l'exécution et que le matériel devant être approvisionné à l'avance est au complet et en bon état.

Exploitation.

- Etude en liaison avec l'E.H.A. (4^e Bureau) et le Service Central du Mouvement, de l'équipement des grands noeuds ferrés : abris "actifs" à l'usage des organes dont le fonctionnement doit être maintenu pendant les alertes : protection des postes d'aiguillage contre les bombes incendiaires, liaisons téléphoniques enterrées, détermination du tracé des tranchées et des moyens de réalisation, etc...

- Recherche, désignation et affectation des locaux pouvant abriter, pendant les alertes, le personnel de service autre que celui des organes ci-dessus, en liaison avec les Services de la Voie et du Matériel.

- Etablissement d'entente avec les Autorités Militaires régionales, des consignes fixant les modalités de transmission des messages d'alerte.

- Etablissement des consignes réglementant la réduction de l'éclairage.

- Camouflage et occultation des locaux de service.

L

Béquet à coller sur le 2^{ème} alinéa de la page 14
de la Note "Secrète" de mars 1938
de Monsieur le Directeur Général, relative aux Affaires Militaires

.....

n° 1256 M 14,301.2	- Désignation et instruction, d'entente avec les Services de la Voie
1 ^{er} Septembre	et du Matériel, des équipes spéciales de désinfection, de sauvetage et
1938	d'incendie et établissement des consignes les concernant. En principe,
	dans les Centres importants, chacun des 3 grands Services doit désigner
	et instruire une ou plusieurs équipes de chaque catégorie.

.....

- Occultation des signaux des trains et lanternes à main.
- Désignation et instruction des équipes spéciales de désinfection, de sauvetage et d'incendie et établissement des consignes les concernant.
- Prévisions relatives à l'outillage spécial des équipes précitées et aux produits neutralisants destinés à lutter contre les gaz de combat.
- Répartition, conservation, stockage et entretien des masques mis à disposition des Régions pour la protection du personnel.
- Répartition et stockage des casques.
- Instruction "Z" du personnel.

Voie.

- Occultation des signaux fixes des lumières des P.N. et sources lumineuses diverses.
- Camouflage des installations hydrauliques (réservoirs, etc...)
- Enlèvement des postes de signalisation aérienne des voies ferrées.
- Etudes de détail concernant la construction des abris "actifs", en accord avec le Service de l'Exploitation, ainsi que celles des divers travaux nécessités par l'équipement des grands noeuds ferrés.
- Stockage des sacs à terre.

Matériel.

- Occultation des foyers de machines (écrans abat-lueurs).
- Atténuation de l'éclairage intérieur des trains.
- Occultation des signaux de machines et autorails.

Je compte sur vous pour surveiller tout spécialement, à l'occasion des mesures nécessitées par la création de la S.N.C.F., l'organisation et l'exécution de ces divers services, - et pour me faire à ce sujet toutes propositions utiles.

Vous voudrez bien me rendre compte pour le 15 Mai, par l'intermédiaire de M. HUGNIOT, que j'ai prié de centraliser ces questions, de l'état d'avancement des divers points à régler.

Le Directeur Général,
Commissaire Technique,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "L. Berthoin". The signature is written in a cursive style with a long vertical line extending downwards from the end of the name.